

"Le traité ne pourra être conclu que lorsque les Russes seront prêts à se retirer" dans Wiener Kurier (19 février 1954)

Légende: Le 19 février 1954, le quotidien autrichien Wiener Kurier décrit les positions adoptées par les différents négociateurs lors de la conférence qui a réuni à Berlin les délégués des quatre puissances occupant l'Autriche.

Source: Wiener Kurier. 19.02.1954, Nr. 41; 10. Jg. Wien. "Der Staatsvertrag ist erst möglich, wenn Russen zur Räumung bereit sind", p. 1; 8.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_traite_ne_pourra_etre_conclu_que_lorsque_les_russes_seront_prets_a_se_retirer_dans_wiener_kurier_19_fevrier_1954-fr-e43758bc-a425-4b8b-974a-b1f4dedc4053.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Le traité ne pourra être conclu que lorsque les Russes seront prêts à se retirer

Berlin, le 19 février (WK) La conférence des quatre ministres des affaires étrangères à Berlin s'est terminée hier soir. Son résultat: il n'y aura pas de traité pour l'Autriche, l'Allemagne restera provisoirement divisée, mais une conférence sur les problèmes de la Corée et éventuellement de l'Indochine s'ouvrira le 26 avril à Genève. Les ministres des affaires étrangères des quatre grandes puissances ont également assuré que, conformément à une décision des Nations unies du 28 novembre 1953, ils procéderont à un échange de vues sur le désarmement. Deux contre-propositions définitives du gouvernement fédéral autrichien ainsi qu'un appel de M. Figl, le ministre des affaires étrangères, n'ont pas réussi à fléchir l'attitude, caractérisée par le «niet», de M. Molotov, commissaire soviétique aux affaires étrangères.

Les Quatre se sont séparés sans indiquer dans quel délai le problème autrichien pourrait être résolu. Ainsi, l'Autriche en est pratiquement au même point qu'avant la conférence, sauf que, contrairement à la situation d'alors, il n'y a aucun espoir de la voir accéder bientôt à l'indépendance. Ce n'est qu'au prix de sa liberté que l'Autriche aurait pu, en acceptant les conditions soviétiques, obtenir la signature d'un traité; mais cela était inacceptable.

La question du traité se trouve ainsi renvoyée à la «voie diplomatique», où elle pourra être discutée par les quatre puissances. Une solution serait possible à tout moment si l'Union soviétique remplissait les conditions fondamentales. Les ministres des affaires étrangères des puissances occidentales ont souligné avec la plus grande fermeté qu'il n'y avait aucune chance d'aboutir à un accord tant que l'Union soviétique n'était pas prête à mettre fin à l'occupation de l'Autriche.

Évoquant l'attitude des trois puissances occidentales, M. Dulles a déclaré: «Je ne pense pas que nous ayons le moindre intérêt à faire croire au peuple autrichien, aux populations de nos pays et au monde, qu'un traité est près d'être conclu, tant que la politique soviétique semble axée sur le maintien, pendant un délai indéterminé – qui pourrait s'étendre sur de nombreuses années –, du stationnement de ses troupes en Autriche». Aussi longtemps que l'Union soviétique restera sur cette position, il ne faudra pas céder à l'illusion que les ambassadeurs des quatre puissances pourraient se réunir à Vienne pour parler du problème autrichien. Mais dès que l'Union soviétique abandonnera son point de vue, un traité pourra être conclu rapidement.

Point final à 16 h 30

C'est entre 15 h 00 et 16 h 30 que s'est déroulé hier, dans le bâtiment du Conseil de contrôle de Berlin-Ouest, le dernier acte de la tragédie autrichienne. Il était près de 16 h 30 lorsque M. Molotov a déclaré: «Permettez-moi de constater que les délibérations sur l'Autriche sont closes.» Ainsi s'est terminée la dernière discussion sur la question autrichienne, sans que l'Union soviétique ait abandonné ses exigences de poursuivre l'occupation de l'Autriche même après la conclusion du traité et de restreindre la souveraineté autrichienne en matière de politique étrangère. La dernière journée de la conférence s'est achevée sans que le traité ait pu être signé, comme l'avaient proposé les puissances occidentales. A 16 h 30 précises, la délégation autrichienne s'est levée, on a encore échangé quelques poignées de mains, puis les représentants de l'Autriche ont quitté le bâtiment de la conférence. La délégation autrichienne prendra aujourd'hui l'avion pour rentrer à Vienne, où elle arrivera à 19 h 25 par l'aéroport de Tulln.

Dans une dernière proposition sur la question autrichienne, le commissaire soviétique aux affaires étrangères a suggéré que les Quatre Grands et l'Autriche fassent une déclaration pour annoncer que les négociations sur le traité se poursuivraient à Vienne par la voie diplomatique, avec la participation de l'Autriche. À ce sujet, M. Dulles a proposé de reprendre les négociations lorsque l'Union soviétique fixerait «un délai définitif et rapproché pour le retrait de ses troupes d'Autriche, comme le prévoit l'article 33». Selon M. Dulles, M. Molotov laissait entendre que la conclusion du traité impliquait uniquement des négociations sur des questions pouvant être réglées par voie de négociation. En réalité, il s'agit toutefois de savoir si un traité sera effectivement conclu ou non. Le véritable obstacle, c'est que l'Union soviétique n'est pas disposée à tenir compte de l'objectif principal du traité, à savoir le rétablissement d'une Autriche souveraine, démocratique

et indépendante. Cet objectif ne peut être atteint tant qu'une puissance persiste à vouloir maintenir indéfiniment ses troupes en Autriche.

M. Figl avait déjà défendu ce point de vue auparavant. Dans l'intention de trouver un compromis qui puisse répondre aux exigences minimales de l'Autriche, il proposa de prolonger l'occupation au-delà du délai de 90 jours prévu dans le projet, mais «pas au-delà du 30 juin 1955». Molotov refusa.

M. Figl soumit une nouvelle proposition de compromis prévoyant une modification de l'article 56 pour que les quatre puissances d'occupation puissent surveiller l'application du traité indéfiniment et non pendant 18 mois, comme le prévoyait le projet. Cette concession aussi, la dernière que pouvait faire Figl et qui aurait encore préservé la souveraineté de l'Autriche, se heurta au «niet» de Molotov.

Bidault: les gisements de pétrole ne sont pas inépuisables

Le ministre français des affaires étrangères, M. Bidault, s'est penché spécialement sur l'article 35 du traité. Il a déclaré que si le traité avait été conclu en 1949, l'Autriche aurait récupéré tous ses droits sur ses gisements de pétrole en 1982. Si la signature intervenait maintenant, l'Autriche ne pourrait jouir de ses droits pétroliers qu'en 1987. Mais si le traité devait ne pas être signé maintenant, à Berlin, il s'est demandé quand l'Autriche pourrait enfin exploiter de nouveau ses gisements de pétrole. Or, de par leur nature, ceux-ci ne sont pas inépuisables. Si la signature du traité est une fois de plus reportée, ils risquent d'être épuisés avant que l'Autriche puisse en profiter. Cette question aussi doit être prise en considération et servir d'argument en faveur de la signature du traité dans les plus brefs délais. Cet appel adressé à Molotov est resté, lui aussi, sans effet. Molotov a déclaré que les ministres des affaires étrangères devaient comprendre qu'il n'était pas possible d'aboutir en ce moment à un accord sur le traité.

M. Figl présenta ensuite une déclaration dans laquelle il exprimait sa gratitude que l'Autriche ait pu défendre son point de vue à Berlin. Mais il fit part aussi de sa plus profonde déception devant le fait que la conférence n'ait pas abouti au traité. Pour le peuple autrichien, la déception allait être grande et amère. Il poursuivra toutefois sans relâche son dur travail de reconstruction. L'Autriche souhaite elle aussi que les négociations se poursuivent à Vienne.

Le secrétaire d'État Kreisky a souligné: «Nous rentrons à Vienne les mains vides». Selon lui, le gouvernement fédéral est allé aussi loin qu'il le pouvait pour obtenir un accord de dernière minute. Enfin, M. Molotov a ajouté que la délégation soviétique souhaitait remercier M. Figl d'avoir participé aussi activement aux délibérations.

Un bref communiqué

La fin de la séance d'hier fut annoncée par des coups retentissants sonnés par la cloche de la liberté à l'Hôtel de Ville de Berlin-Ouest. Comme nous l'avons déjà indiqué brièvement, les ministres des affaires étrangères annoncent, dans leur communiqué, qu'il a été décidé qu'une conférence réunissant des représentants des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'URSS, de la République populaire de Chine, de la République de Corée, de la République populaire de Corée ainsi que d'autres pays ayant participé aux combats en Corée et désireux d'assister à la conférence, se tiendra à Genève le 26 avril, en vue d'une résolution pacifique de la question coréenne. Il y sera également question du problème du rétablissement de la paix en Indochine. Tous s'accordent à dire que ni l'invitation à la conférence ni sa tenue n'impliquent une reconnaissance diplomatique lorsqu'une telle reconnaissance n'a pas été accordée. Le communiqué évoque ensuite le désarmement et le fait qu'en dépit d'un vaste échange de vues sur l'Allemagne, l'Autriche et les problèmes de la sécurité en Europe, aucun accord n'a pu être atteint sur ces questions.

Dulles: différences fondamentales

Dans son discours de clôture, le secrétaire d'État américain aux affaires étrangères, M. Dulles, a déclaré que les échecs de Berlin étaient dus non pas tant à un manque d'efforts qu'à des différences de vues fondamentales entre l'Est et l'Ouest. Selon lui, les puissances occidentales étaient disposées à faire confiance à l'Allemagne et à l'Autriche, mais l'Union soviétique ne l'était pas. L'Union soviétique continuerait de penser que sa sécurité dépend toujours du maintien d'une suprématie qui lui permettrait de faire pression sur n'importe quel pays. On continuera de chercher un moyen d'adoucir le sort des Allemands et des Autrichiens.

En ce qui concerne la question allemande, les ministres des affaires étrangères se sont quittés sans prendre de décision. Selon un porte-parole britannique, les hauts-commissaires ont cependant été chargés de prendre contact prochainement avec le haut-commissaire soviétique pour envisager certaines simplifications dans les relations entre la République fédérale et la zone soviétique.

S'adressant à des troupes américaines à Berlin, M. Dulles a souligné hier la détermination des puissances occidentales à maintenir leurs forces armées à Berlin.

Dans les milieux diplomatiques de Londres, on a déclaré, à propos de l'issue de la conférence, que les décisions montraient la volonté d'éviter une «guerre chaude», mais que l'on n'avait pas réussi à mettre fin à la guerre froide. On pense à Londres que le résultat négatif pourrait faciliter la ratification du traité sur une armée européenne. On a particulièrement regretté que l'Autriche n'ait pas obtenu de traité.

Les milieux français ont salué le projet d'organiser une conférence sur l'Extrême-Orient, surtout en ce qui concerne l'Indochine, tandis que les avis sont partagés à propos du traité portant sur une Communauté européenne de défense.